



Presse Internationale

mensuel – n°52 – octobre 2007 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.litci.org - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

Elections sociales, pour qui ? p.5



« La réglementation électorale en cette matière reste la même qu'en 2004. Vu les circonstances, il s'agit d'une volonté délibérée de notre part. »

Luc Cortebeek, président de la CSC (site CSC)

Il y a 90 ans

La révolution d'Octobre, une victoire des travailleurs russes sur le capitalisme...

toujours d'actualité !

p.2 et 5

Lénine parle aux travailleurs de l'usine Poutilov →

Aussi dans ce numéro

Les guerres menées par la Belgique	p.3
Bolivie : La crise politique toujours ouverte	p.8
Kabila brade les richesses de la RDC	p.15
NON aux centres fermés	p.16



Pour une autre révolution d'Octobre !



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Il y a 90 ans, en Russie, les travailleurs avec leur organisation, dirigés par le parti bolchevik, ont pris le pouvoir en leurs propres mains, détruit la machine de l'Etat bourgeois, exproprié les moyens de production et commencé à construire une autre société : la socialiste. L'expropriation de la bourgeoisie s'est étendue par après au tiers de la population du globe et a été à l'origine d'une amélioration gigantesque des conditions de vie de milliards d'êtres humains.

La direction bureaucratique de ces Etats a toutefois empêché cette révolution de s'étendre, afin de préserver ses privilèges, a fait perdre ces acquis et a permis finalement à l'impérialisme de reprendre le dessus et de restaurer le capitalisme dans tous ces pays.

Faut-il en conclure que le capitalisme est et restera pour toujours la seule possibilité pour l'humanité ; qu'avec un peu de « bonne volonté » de part et d'autre, il y aura moyen d'en sortir quand même et de préparer le bonheur pour tous ? Qu'en « démocratisant l'ONU » on parviendra à en finir avec les guerres ? Que la lutte des classes est chose du passé et que les « partenaires sociaux » parviendront finalement à harmoniser les intérêts des actionnaires, qui réclament le profit maximal, et des travailleurs, soumis à des conditions de plus en plus sévères ?

S'agit-il d'oublier les antagonismes de classe et de « soutenir à fond les options du gouvernement, c'est-à-dire la continuité des relations avec la communauté financière internationale, via le FMI et la banque mondiale, le paiement de la dette » comme recommande le PTB au peuple congolais ?¹ S'agit-il d'avoir confiance en un chef militaire devenu président au Venezuela et de lui donner « plein pouvoirs » pour remédier à nos problèmes ?

A toutes ces questions, nous répondons par la négative. Nous revendiquons la totale actualité des enseignements de la révolution d'Octobre de 1917, comme

une révolution sociale victorieuse plus que jamais nécessaire (voir article).

Nous vivons toujours dans une société capitaliste, et il n'y a pas de « bonne volonté de part et d'autre » qui puisse changer cette réalité, parce qu'il s'agit d'intérêts diamétralement opposés entre ceux qui vivent du profit en faisant travailler les autres et ceux qui n'ont d'autre possibilité que de vendre leur force de travail. Nous vivons toujours dans un monde « de guerres et de révolutions », comme disait Lénine. Nous sommes d'accord avec Lénine quand il dit « *En dehors du pouvoir, tout est illusion* », et que la seule issue réaliste, pour l'ensemble de l'humanité, est que les travailleurs prennent le pouvoir et mettent en place une autre société : la socialiste. Nous ne croyons pas « qu'un autre monde est possible » qui ne soit pas socialiste. Et pour cela, nous avons besoin que la classe ouvrière prenne le pouvoir. Nous avons besoin d'une autre révolution d'Octobre !

Pour avancer dans cette tâche incontournable de l'humanité - au risque de tomber dans la barbarie la plus abjecte - les travailleurs ont besoin d'un parti révolutionnaire mondial qui a cela comme programme. Pour nous, il s'agit de reconstruire la IV^{ème} Internationale, et c'est à cela que la Ligue Internationale des Travailleurs consacre tous ses efforts. C'est la raison d'être aussi de sa section belge, la Ligue Communiste des Travailleurs qui édite ce journal. Participer dans les luttes, les orienter vers cet objectif, dégager le chemin du carcan de la bureaucratie au sommet des syndicats, sachant que l'émancipation des travailleurs doit être et sera l'œuvre des travailleurs eux-même, faire avancer notre classe sur le seul chemin possible pour une vie meilleure, voilà notre programme.

C'est un long chemin mais, à cette fin, il n'y a pas de raccourci.

¹ Affirmation reprise par Solidaire 26.09.2007 du journal congolais *L'Avenir* sans aucune critique.

Les guerres menées par la Belgique

Cela fait maintenant des mois que le thème « communautaire » occupe la une des journaux. On parle de séparer la sécurité sociale, et même les chemins de fer, selon une frontière linguistique. On discute de l'avenir de Bruxelles. Mais personne ne parle de séparer l'armée, même pas les plus furieux adeptes du « België barst ». La raison est simplement qu'il y a des devoirs à accomplir qui se trouvent bien au-dessus de la mêlée : honorer les engagements de notre pays dans la « communauté internationale », c'est-à-dire l'impérialisme, pour sauvegarder les intérêts suprêmes du capital et collaborer à la répression des peuples qui ne s'y soumettent pas assez docilement.

Le Congo

Notre pays a une longue tradition d'intervention armée. Il y a dix ans, les troupes belges intervenaient activement dans notre ancienne colonie, mais en 1998, après la mort des parachutistes au Rwanda, il avait été décidé que « Notre pays ne s'engagera plus dans des opérations militaires dans les pays d'Afrique avec lesquels il a entretenu des liens coloniaux ». ¹ C'est chose faite, sauf que la Belgique parvient quand-même à y « assumer ses responsabilités », par des troupes de mercenaires interposées.

Le contingent béninois de la MONUC, destiné au Katanga (zone minière et le fief d'Umicore) et composé de 750 soldats, est formé depuis 2004 par la Belgique dans le cadre d'un accord de coopération militaire. Au Conseil des ministres du 2 septembre 2005, la proposition du ministre de la Défense, André Flahaut, est approuvée, pour l'appui en moyens militaires aériens belges à la République démocratique du Congo, ainsi que pour la mise en place des candidats congolais destinés à recevoir la formation continue des cadres de l'Armée intégrée congolaise. La Belgique finance l'intervention des troupes « béninoise » et, finalement, il y aura quand même quelques dizaines de militaires belgo-belges pour veiller sur le grain, avec des avions sans pilotes de type B-Hunter. ²

Le Kosovo

Le 12 juin 1999, après la défaite de la Serbie, une force de l'OTAN sous le commandement du général Jackson a réalisé un « déploiement rapide et synchronisé de plus de 40.000 soldats » au Kosovo, afin de ne laisser aucune chance à l'Armée de libération du Koso-



Balkans : tout d'abord en Croatie, ensuite en Bosnie-Herzégovine, en Albanie, au Kosovo et en Macédoine. Ce contingent, qui comptait initialement 1 000 militaires, fût au fil des années réduit jusqu'à l'effectif actuel de 400 hommes et femmes. Ces diminutions successives font suite à la restructuration décidée dans le cadre de l'OTAN et à une internationalisation progressive des bataillons belges. »⁵

Afghanistan

En 2004, quand Louis Michel était encore aux Affaires Etrangères, il affirmait à son homologue nord-américain, Colin Powell, que malgré l'absence de la Belgique en Irak celle-ci faisait bien ses devoirs, en particulier au Congo, au Kosovo et en Afghanistan, et il promettait qu'il allait doubler le nombre de troupes engagées dans ce dernier pays. « Les relations entre l'Europe et les Etats-Unis retournent définitivement à la normale, en particulier concernant l'Afghanistan » disait à cette occasion l'ambassadeur belge à Washington, Frans van Daele, qui à son tour s'excusait pour le peu d'engagement en Irak : « Nous ne sommes pas en conditions d'y envoyer des troupes, étant donné notre engagement en Afghanistan, en Bosnie et au Congo. Mais nous soutenons nos alliés qui y envoient des troupes et nous coopérons avec la formation de la police irakienne. »⁶

En Afghanistan, c'est notre pays qui, de tous les pays européens, apporte de loin le plus de troupes par nombre d'habitants.

Tout récemment, notre pays y a obtenu une promotion dont notre ministre de la Défense est fier. Les troupes belges auront sous leur responsabilité l'aéroport de Kaboul.

vo d'occuper le terrain. « La priorité immédiate consistait à veiller à ce qu'aucun vide sécuritaire ne puisse se développer entre les forces en retraite et celles qui arrivaient, un vide qui aurait pu être comblé par l'UCK ». ³ Les belges étaient là pour « assumer leur responsabilité ». Ils y sont particulièrement appréciés « parce que nous sommes bien formés à la maîtrise des foules (Crowd and Riot Control, CRC) »⁴

Les besoins de l'impérialisme peuvent toutefois faire changer les plans. Ecoutons notre ministre de la Guerre : « Depuis une dizaine d'années, la Belgique est éminemment présente dans les

Pays	Soldats	/ million d'hab.
Belgique	616	62
Canada	992	36
Allemagne	1816	22
Turquie	825	14
Espagne	551	14
France	742	13
Italie	506	9

Troupes engagées en Afghanistan par les pays européens
(Statistiques de l'OTAN, février 2005)

Au Liban

Depuis 2006, un autre front de l'intervention impérialiste belge est venu s'ajouter à ceux d'Afghanistan, du Kosovo et du Congo. Selon le ministre des Affaires étrangères, Karel De Gucht, « Liban, Syrie, Irak, Iran représentent des problèmes qui ont un impact sur tout le monde musulman, donc sur le monde entier. Nous ne devons pas rester absents. » Il est temps de voler au secours de Bush : « Au contraire des Etats-Unis, les pays européens sont "acceptables par toutes les parties" dans la région. »⁷

Pays	Soldats	/ million d'hab.
Malaisie	1000	50
Italie	2450	43
Belgique	370	37
France	2000	34
Allemagne	2400	29
Espagne	1100	27
Bangladesh	1500	12
Indonésie	1000	5
Chine	1000	1

Troupes engagées au Liban

Un mois après, des troupes belges débarquent au Liban. Et selon le Premier ministre, c'est un « engagement proportionnellement énorme ».⁸ Quand il remercie chaleureusement « nos soldats de la paix qui opèrent au Liban, en Afghanistan, dans les Balkans », il est applaudit par l'ensemble des députés, opposition comprise.⁹



*Vous êtes jeune ! Vous êtes sportif ! Vous êtes motivé !
Vous n'avez pas froid aux yeux ! Alors, rejoignez-nous !*

En effet, au vu du nombre d'habitants, la Belgique fait bien plus que la France ou l'Allemagne, et à peine moins que l'Italie.

Et voilà que de nouvelles tâches pointent à l'horizon. Le 25 juin s'est tenu à Paris une Conférence Internationale sur le **Darfour**, dont les pays concernés ont pris connaissance par la presse. La Belgique y est représentée par le ministre de la Coopération au développement, Armand De Decker, reçu pour l'occasion par Sarkozy en personne. De Decker a insisté sur le renforcement de la force africaine déjà présente dans ce pays et qui, d'ici fin 2008, devrait être renforcée et encadrée par des forces onusiennes pour atteindre un effectif total de 20.000 soldats et 5000 policiers, avec la participation éventuelle de la Belgique.¹⁰

Entre-temps, c'est chose faite. Il n'y a toujours pas de nouveau gouvernement, mais l'ancien a reçu le soutien de tous les partis au parlement pour décider « en affaires courantes » de participer à une invasion au Tchad et en République centrafricaine, à la frontière du Darfour. La Belgique devrait ainsi contribuer à une force de l'Union européenne tempo-

raire, avec l'envoi de 80 à 100 militaires, aux côtés de la France, l'Espagne, la Pologne, la Roumanie et la Lituanie. Le tout est cautionné, bien sûr, par le conseil de sécurité de l'ONU, qui vient d'approuver à l'unanimité l'intervention militaire, appelée Minurcat, par la résolution 1778.

En passant, les parlementaires - opposition incluse - ont aussi décidé de prolonger pour six mois l'invasion par nos soldats au Liban.¹¹

¹ Note de politique générale du Gouvernement du 28 janvier 1998, lors des débats de la Commission Rwanda au Sénat

² Le Soir 17.01.2006, 04./02.2006, 21.03.2006

³ Jackson - www.nato.int/docu/revue/1999/9903-05.htm

⁴ Site du Ministère de la Défense www.mil.be - 13.12.2005.

⁵ Intervention du ministre de la Défense André Flahaut aux journées diplomatiques - 04.09.2003

⁶ Interview publiée par le Foreign Office, 25.05.2004

⁷ Le Soir, 25.08.2006

⁸ Le Soir, 19.09.2006

⁹ Le Soir, 18.10.06

¹⁰ Le Soir 27.06.2007

¹¹ Le Soir 07.09.2007

**Retrait de toutes les troupes belges
de l'étranger**

Belgian go home !

Vive la lutte de libération des peuples

Vive la résistance des peuples

**La Belgique hors de l'OTAN,
l'OTAN hors de la Belgique !**

Des élections sociales... pour la moitié des travailleurs seulement !

Les organisations syndicales et le patronat sont parvenus à un accord pour les élections sociales de 2008 (élection des représentants des travailleurs). Elles auront bien lieu dans le courant du mois de mai. Mais rien n'a avancé pour les travailleurs.

La tenue des élections sociales de 2008 était en effet menacée. En cause ? L'absence d'accord sur la transposition d'une directive européenne imposant l'abaissement des seuils de travailleurs pour qu'une entreprise soit dans l'obligation d'établir un organe d'information ou de consultation. En Belgique, les seuils sont, en effet, très élevés au regard d'autres pays européens et cette directive ouvrait la possibilité pour une représentation syndicale dans les PME. Pour l'élection d'un Comité de Prévention et de Protection au Travail (CPPT), soit l'organe qui est chargé de toutes les questions liées aux conditions de travail et à la santé des travailleurs, l'entreprise doit compter au moins 50 travailleurs ; et seules les entreprises de plus de 100 travailleurs ont un conseil d'entreprise, dans lequel les représentants des travailleurs ont accès à certaines informations économiques et sociales de l'entreprise, aux prévisions, à l'établissement d'un règlement de travail,...

La Cour de Justice européenne a menacé la Belgique d'astreintes si elle ne transposait pas rapidement la directive. Et le conseil d'Etat a rendu un avis en février 2007 demandant que le seuil pour l'établissement des conseils d'entreprises soit conforme à la loi... de 1948 (!) qui impose un seuil de 50 et non de 100 travailleurs. En bref, les organisations syndicales avaient largement de quoi contraindre le patronat à trouver un accord. Et la proximité des élections sociales de 2008 constituait un moment important pour créer une solidarité entre tous les travailleurs et imposer, par un rapport de force, la création de délégation syndicale et d'organes représentatifs dans les

petites et moyennes entreprises. C'est dans les PME que le taux d'accidents de travail est le plus élevé et les conditions de travail sont souvent les plus difficiles. Ces entreprises travaillent souvent pour d'autres, plus importantes, dans une relation de sous-traitance avec des conditions d'exploitation très dures et des salaires bas.

Mais les syndicats ont préféré calmer les troupes et organiser, sereinement, les prochaines élections, soit ne rien changer à la situation existante et se satisfaire de la promesse du patronat de trouver un accord pour la fin de l'année. Ils ont même demandé aux instances européennes de ne pas appliquer les sanctions prévues en cas de non-transposition de la directive (astreintes), sanctions qui auraient pourtant été, pour une fois, en faveur des travailleurs !

Actuellement, moins de la moitié des travailleurs salariés (1,5 millions) ont le droit d'élire leurs délégués. Plus de deux millions de travailleurs sont dépourvus des droits syndicaux les plus élémentaires. Comment peut-on parler d'organisations représentatives des travailleurs si elles ne représentent même pas la moitié des travailleurs ? Et c'est sans compter les nombreux travailleurs migrants sans-papiers et les travailleurs au noir qui participent, à leur dépens et sans qu'aucun droit ne leur soit reconnu, à la production de richesse dans notre pays.

Les organisations syndicales doivent appeler à une mobilisation unitaire des travailleurs pour imposer le respect des droits syndicaux dans toutes les entreprises !

« Ferez-vous de votre entreprise un terrain d'affrontement ?
Ou privilégiez-vous une approche différente en utilisant notre savoir-faire pour une préparation optimale des prochaines élections sociales dans votre entreprise ? »

FEB (son site)

*Pas d'élections sociales pour quelques-uns ; des élections sociales pour tous !
Solidarité de tous les travailleurs : droits syndicaux pour tous !*

Un anniversaire :

Octobre 1917

Octobre 1917 : les travailleurs prennent le pouvoir en Russie

Il y a un siècle et demi, des dirigeants syndicaux d'Angleterre, de France et d'Allemagne se réunissaient à Londres « afin d'unir des éléments du mouvement ouvrier de divers pays ». Ils n'avaient pas tous la même idée sur la façon de mener les luttes. Il y avait principalement ceux qu'on allait appeler plus tard les anarchistes et ceux qu'on allait appeler plus tard les marxistes. Mais ils étaient tous d'accord sur un point : « **L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.** » En 1864, ils ont créé



une Association Internationale des Travailleurs (AIT), qu'on allait appeler plus tard la Première Internationale, et cette conception unanime figurait en premier lieu dans les Statuts, rédigés par Karl Marx qui était invité à la réunion comme spécialiste des questions ouvrières et qui faisait parti du Bureau. L'Association soutenait les luttes dans différents pays. Ainsi, par exemple, en mai 1869, quand les grévistes de l'usine belge de Cockerill étaient durement réprimés dans un bain de sang, l'AIT adressait un tract « Aux travailleurs de l'Europe et des Etats-Unis », qui disait : « Il n'y a qu'un seul pays dans le

monde civilisé où chaque grève est transformée joyeusement et avec plaisir en un prétexte pour le massacre officiel de la classe ouvrière. Ce pays si particulièrement béni est la Belgique, l'Etat modèle du constitutionalisme continental, cet agréable petit paradis bien clôturé des propriétaires terriens, des capitalistes et des curés. »

Quelques années plus tard, cette thèse sera mise à l'épreuve cruellement. En 1871, à la fin d'une guerre meurtrière entre la France et l'Allemagne, les travailleurs **avaient pris le pouvoir** en leurs propres mains à Paris et fondé la « Commune de Paris ». Mais les vainqueurs allemands et les vaincus français de la guerre ont uni ce qui leur restait de leurs armées pour massacrer impitoyablement les travailleurs, après deux mois de lutte tenace.

Le coup a été très dur pour le mouvement ouvrier international. L'Association, durement réprimée et déchirée aussi intérieurement en différentes tendances, s'est finalement dissoute peu après. Toutefois, « *Les événements et l'inévitable évolution et involution des choses pourvoient d'eux-mêmes à une résurrection de l'Internationale* ». ¹ Les travailleurs dans différents pays ont commencé à construire leurs propres organisations. En juillet 1889 est fondée à Paris le *Parti Socialiste Révolutionnaire International*, connu par après comme la Seconde Internationale, avec 400 délégués venus de 22 pays d'Europe et d'Amérique. Le Congrès de Fondation réaffirme que « *l'émancipation du travail et de l'humanité ne peut se faire que par le prolétariat organisé comme classe et internationalement...* » mais il y ajoute : « ... qui **obtient le pouvoir politique** pour réaliser l'expropriation du capitalisme et mettre la propriété des moyens de production en mains de la société ». Il formule un programme en 12 points, dont en premier lieu les « huit heures ».

Les travailleurs avaient leur propre parti dans les principaux pays du monde capitaliste, mais face à une autre guerre, la plupart de ces partis oublieront finalement que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Ils avaient construit d'imposantes organisations, avec des millions de membres, à l'intérieur de l'appareil de l'Etat de la bourgeoisie et avaient laissé de côté la principale leçon de la défaite de la Commune, que « *La Commune, notamment, a démontré que la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine d'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte.* » ²

A la veille de la 1^{ère} guerre mondiale, en France, en Allemagne et en Belgique, ces partis soutiendront leur propre bourgeoisie, contre les travailleurs de l'autre pays, afin de ne pas endommager un appareil si soigneusement construit sous les ailes de l'Etat. En avril 1913, un congrès extraordinaire du Parti Ouvrier Belge (ancêtre des actuels partis « socialistes ») met fin à une Grève Générale et adopte la position de « *la défense de la patrie* » face à la guerre imminente. ³ En pleine guerre, le dirigeant du POB et de la II^{ème} Internationale, Emile Vandervelde, lance un appel - en collaboration avec l'ambassadeur russe Koudachev - pour la défense du Tsar de Russie, ⁴ et en 1916, il entre au gouvernement belge comme ministre. Trois partis seulement resteront sur des positions internationalistes : le serbe, le bulgare et le russe.

A ce moment, Trotsky arrive à la conclusion que « *Le krach de la II^{ème} Internationale est un fait. [...] Les Partis socialistes,*

appartenant à une époque désormais révolue, étaient des Partis "nationaux". Ils se sont développés sous l'égide des gouvernements nationaux et les ont toujours défendus. ». Il y ajoute toutefois que « *La II^{ème} Internationale n'a pas vécu en vain. Elle a accompli un travail d'intense culture sans égal au monde. Elle a redressé et relevé une classe écrasée. Le prolétariat ne doit pas recommencer à zéro.* » ⁵

En février 1917, la classe ouvrière russe s'est débarrassée du régime autocratique du Tsar, mais au profit de la bourgeoisie à qui elle a laissé « la machine d'Etat ».

En octobre 1917, la classe ouvrière russe ne s'est plus contentée « *de prendre telle quelle la machine d'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte* ». Sous la direction du parti bolchevik, qui avait résisté à cette grande trahison de la II^{ème} Internationale, elle a détruit la machine d'Etat de la bourgeoisie et en a fait une avec ses propres organisations. C'est la **Révolution d'Octobre 1917**.



Ces expériences nous sont-elles utiles aujourd'hui ?

Depuis bien des années, aussi parmi des courants qui se disent trotskystes, « *Il est devenu normal de dire que "tout a changé", que "l'impérialisme n'existe plus" ou est invincible, que l'on pourrait en finir avec les guerres "en démocratisant l'ONU", que la classe ouvrière n'a plus aucun rôle à assumer, que la "démocratie" et ses institutions ont une valeur universelle, que lutter pour le pouvoir est quelque chose de révolu. De même, on renvoie au passé les partis révolutionnaires, les Internationales ouvrières, la presse des partis, le centralisme révolutionnaire. Enfin, c'est devenu presque un rite de répéter que sans révolution socialiste, "un autre monde est possible".* » ⁶

« *Notre programme découle de la compréhension de l'époque dans laquelle nous vivons. Il n'existe aucune possibilité d'améliorer le niveau de vie des masses à l'échelle mondiale sans en finir avec le capitalisme dans sa phase impérialiste actuelle, ce que nous ne pourrions atteindre que par une révolution socialiste internationale. C'est la grande ligne de partage des eaux au sein de la gauche. Nous nous opposons radicalement à l'idée que, sans faire la révolution socialiste, "un autre monde est possible". La Bolivie, l'Argentine et l'Equateur nous montrent que la lutte pour le pouvoir n'est pas une utopie. L'utopie consiste à vouloir construire un monde meilleur sans prendre le pouvoir.* » ⁷

« *Nous savons évidemment que chaque peuple, chaque classe et même chaque parti s'instruisent principalement par leur propre expérience, mais cela ne signifie nullement que l'expérience des autres pays, classes et partis soit de peu d'im-*

portance. Sans l'étude de la grande Révolution française, de la Révolution de 1848 et de la Commune de Paris, nous n'aurions jamais accompli la révolution d'Octobre, même avec l'expérience de 1905 : en effet nous avons fait cette expérience en nous appuyant sur les enseignements des révolutions antérieures et en continuant leur ligne historique. »⁸

Chavez, un modèle à suivre ?

Actuellement, d'autres « modèles » nous sont instamment présentés pour résoudre les problèmes de l'humanité. Le « socialisme du 21^{ème} siècle », prôné par Hugo Chavez, a particulièrement la côte dans d'amples secteurs de la gauche radicale.

Nous avons développé le thème de la situation au Venezuela à différentes occasions, en particulier dans une série d'articles dans le numéro précédent de Presse Internationale. Face à la mobilisation des masses, et l'impossibilité pratique de l'impérialisme - embourbé en Irak et en Afghanistan - pour intervenir à grande échelle avec ses moyens militaires en Amérique Latine, une autre politique est développée. Lula, Evo Morales, Chavez et d'autres essayent de contrôler le mouvement avec un discours de gauche, parlant de socialisme, et même de trotskysme. Mais les faits montrent une réalité bien différente. Sous un discours anti-impérialiste, Chavez répète à tout moment qu'il faut avoir confiance dans les « bons bourgeois », dans les « chefs d'entreprise socialistes », dans les gouvernements de l'impérialisme comme celui de l'Espagne, où il s'agenouille devant le roi. En dernière instance, il s'agit surtout d'empêcher que les travailleurs eux-mêmes s'occupent de leur émancipation, d'empêcher que les travailleurs construisent leurs propres organisations pour prendre le pouvoir et détruire la machine d'Etat. Il s'agit de « donner pleins pouvoirs » à un dirigeant de la bourgeoisie, il s'agit de créer de toutes pièces un « Parti Socialiste Unifié de Venezuela » contrôlé par le gouvernement de la bourgeoisie et d'œuvrer par tous les moyens - sans exclure les plus autoritaires - pour que les travailleurs s'y soumettent, au lieu de construire leur propre organisation. Il s'agit d'éviter, à tout prix, une nouvelle révolution d'octobre.

Déjà en 1980, un grand dirigeant révolutionnaire disait : « Contre toutes nos prévisions, aucune révolution d'octobre n'a eu lieu après la révolution russe, ni triomphante ni mise en échec. Cet après-guerre [après 1944], en dépit d'être l'étape la plus révolutionnaire de l'histoire, a seulement donné lieu à des révolutions de février, quelques-unes triomphantes, d'autres mises en échec et d'autres congelées, mais seulement des révolutions de février. [...Les révisionnistes] soulignent que dans cette après-guerre, le modèle ne s'est pas répété, et ils extraient de cela la conclusion révisionniste que ce type de révolution est chose du passé et qui ne se répètera pas. Selon eux, une nouvelle théorie révolutionnaire voit le jour. Mais, comme tout courant révisionniste, ils qualifient comme étant nouvelles, de vieilles théories de l'époque prémarxiste, quand les révolutions démocratiques populaires contre l'absolutisme étaient à l'ordre du jour. Ils appellent « nouveau modèle » un modèle très vieux, celui de toutes les révolutions démocratiques qui ont précédé octobre. Nous croyons précisément le contraire. Il n'y a aucune raison pour que de nouvelles révolutions d'octobre ne se produisent pas. »⁹

L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

La tâche reste plus actuelle que jamais, parce que les besoins de notre classe, de l'humanité entière ne peuvent trouver de solution autrement. Pour cela, il faut construire un Parti révolutionnaire mondial qui a cela comme programme, il faut reconstruire la IV^{ème} Internationale. « Contre l'opinion de la majorité de la gauche, nous réaffirmons la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière et, pour cela, nous plaçons au centre de nos préoccupations la bataille pour construire des partis révolutionnaires nationaux dans le cadre d'une Internationale ouvrière et révolutionnaire, c'est-à-dire bolchevique. [...] La IV Internationale, du point de vue programmatique, a été une tentative d'actualiser le programme bolchevique face à un événement inédit : la dégénération du premier Etat ouvrier. La restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers et les révolutions de l'Est ont conduit de nombreux secteurs du trotskysme à la conclusion que la réalité avait démontré l'échec du programme trotskyste. Nous sommes arrivés à une conclusion opposée : **la restauration du capitalisme, les révolutions de l'Est et la situation actuelle, montrent que le programme trotskyste a passé l'épreuve des faits.** [...] **La bataille pour reconstruire la IV Internationale est la principale conclusion programmatique de l'actualité.** »¹⁰

Cette tâche n'est pas seulement une déclaration solennelle pour un futur lointain. Chez nous en Belgique, concrètement, cette tâche passe par la participation dans les luttes afin de faire avancer la compréhension de ce programme dans notre classe, de promouvoir l'organisation indépendante des travailleurs, de combattre les illusions parlementaristes et de dénoncer sans trêve le rôle bureaucratique des directions syndicales. Comment peut-on prétendre gagner un conflit, quand on dit d'emblée aux travailleurs de VW de rester à la maison et de regarder la télé pour

connaître le résultat des pourparlers ? Comment une grève générale peut-elle freiner les attaques des patrons et du gouvernement, si la haute direction d'un des syndicats proclame par tous les moyens les « dix raisons pour ne pas faire grève » (la CSC lors des mobilisations contre le pacte des générations). La bureaucratie des hautes directions syndicales est le frein le plus important pour développer réellement les luttes et construire l'organisation propre des travailleurs afin d'entreprendre la tâche historique, la prise du pouvoir par les travailleurs et la destruction de la machine de l'Etat de la bourgeoisie, comme dans la révolution d'Octobre.

L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

¹ Lettre de Marx à Friedrich Sorge du 27 septembre 1873

² F. Engels, Préface à l'édition allemande du Manifeste Communiste, 1872.

³ « Un immense mouvement de solidarité avait rapproché toutes les classes sociales ; on souffrait en commun, » disait Louis Bertrand, député du POB.

⁴ Lénine, *Le socialisme et la guerre*, 1915

⁵ L. Trotsky, *La guerre et l'Internationale*, août 1914

⁶ Conclusions du 8^{ème} congrès de la LIT-QI - juillet 2005, voir *Le Marxisme Vivant*, n° 12 - point 2

⁷ Conclusions du 8^{ème} congrès de la LIT-QI - souligné original - point 75

⁸ L. Trotsky, *Leçons d'Octobre*, 15.09.1924

⁹ N. Moreno, *Actualisation du Programme de Transition*, 1980 - Thèse 15

¹⁰ Conclusions du 8^{ème} congrès de la LIT-QI - juillet 2005 - souligné dans l'original- Voir *Le Marxisme Vivant*, n° 12

Révolution d'Octobre ou révolution du 21^{ème} siècle ?

La LCT vous invite à un débat sur le thème
le 7 novembre à 20 h
(lieu à déterminer)





Bolivie

La crise politique est toujours ouverte

La situation bolivienne continue à être très instable. Récemment, dans l'Assemblée Constituante - qui se trouve virtuellement paralysée depuis son installation - les délégués d'Evo Morales en sont venus aux mains avec les représentants des bourgeoisies régionales des départements de la « demi-lune » (Santa Cruz de la Sierra, Tarija, El Beni et Pando). Ces bourgeoisies exigent l'« autonomie » pour leurs départements (elles ont même menacé de diviser le pays) et elles ont réalisé plusieurs « grèves civiques » pour appuyer leur exigence.

D'autre part, il y a les luttes ouvrières, comme celle des travailleurs de Huanuni en défense de l'industrie minière étatique, et en outre, plusieurs organisations des « peuples originaires » (la grande majorité de la population du pays) ont menacé de rompre avec le gouvernement si celui-ci retirait de la Constituante la proposition d'« Etat Plurinational », qui envisage l'octroi d'« autonomies territoriales » à ces nations originaires (aimaras, quechuas et tupi-guaranis).

Il s'agit d'une situation hautement complexe, dont nous essayerons d'analyser les différents composants et la perspective dans cette édition de Courrier International.

Une situation révolutionnaire

Pour comprendre la crise actuelle, nous devons partir du fait qu'elle est le résultat de ce que nous appelons une « situation révolutionnaire », c'est-à-dire, une situation où les masses sont entrées en scène avec des processus massifs de mobilisation et ont remis en question, ont mis en échec, les institutions politiques traditionnelles de la bourgeoisie.

Cette situation s'est probablement ouverte avec la « Guerre de l'eau » (2000), quand le peuple de Cochabamba a expulsé l'entreprise *Aguas del Tunari* (de capital étranger) qui s'appropriait cette ressource dans la région. Et elle a connu son apogée dans les mobilisations qui ont renversé les gouvernements de Gonzalo Sánchez de Lozada, alias Goñi, en 2003, et de Carlos Mesa, en 2005.

La bourgeoisie bolivienne et l'impérialisme ont essayé de mettre en échec ou de dévier ce processus révolutionnaire par plusieurs voies : la répression de Goñi (plus de 80 morts en octobre le 2003), la « continuité institutionnelle » avec Mesa, la tentative de putsch de Hormando Vaca Díez, etc. Mais toutes ces politiques ont échoué.

D'autre part, les masses boliviennes, bien qu'elles aient mis en échec ces tentatives, ne sont pas parvenues à imposer leur propre issue, un véritable gouvernement des travailleurs et des paysans, qui permettrait à la révolution d'avancer. C'est pourquoi, dans le cadre de cette contradiction, la situation révolutionnaire est toujours ouverte et son cours futur encore indéfini.

Evo Morales :

un gouvernement bourgeois « spécial »

Lors des élections présidentielles de 2006, la bourgeoisie bolivienne et l'impérialisme ont misé sur la candidature de Tuto Quiroga. Mais celui-ci a clairement échoué face à Evo Morales. Dans ces conditions et vu la situation, ils ont été obligés d'accepter ce dernier comme le « moindre mal ».

En ce sens, le gouvernement d'Evo est, d'une part, le résultat du processus révolutionnaire, et d'autre part, c'est un gouvernement bourgeois que « ceux d'en haut » essaient d'utiliser comme un outil pour mettre fin à ce processus, en « endormant » les masses avec une politique de conciliation entre les classes sociales ennemies.

Il s'avère évident que ni la bourgeoisie ni l'impérialisme ne voient Evo comme « leur propre » gouvernement, mais seulement comme une issue transitoire, pour contrôler les moments les plus difficiles du processus révolutionnaire. C'est pourquoi, tandis qu'ils l'utilisent en ce sens, ils cherchent aussi à l'user et à l'affaiblir pour préparer une alternative (pour le moment, sur le terrain électoral) qui leur permettrait de récupérer le pouvoir de manière plus directe.

Evo, pour sa part, doit manœuvrer entre cette exigence de « ceux d'en haut » et la pression des luttes et des engagements qu'il a assumés avec le mouvement de masses. C'est pourquoi, toujours dans la perspective plus stratégique de protéger les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme (voir l'article sur les

troupes boliviennes en Haïti), sa politique est souvent oscillante, pleine de va-et-vient, selon la pression qui domine à chaque moment.

Le gouvernement d'Evo est donc ce que nous appelons un "front populaire", un type de gouvernement bourgeois « spécial » parce que composé et dirigé par des organisations et des dirigeants populaires. Ceci provoque une illusion politique néfaste dans les masses car celles-ci le voient comme « leur gouvernement » et non comme ce qu'il est réellement, un outil au service de la bourgeoisie.

Une démonstration claire du véritable caractère du gouvernement est sa politique de fortifier l'armée bourgeoise et de la préserver de l'usure. Par exemple, lors de la commémoration du centenaire de la création de l'actuelle armée bolivienne, Evo a dit, dans son discours, que « *l'armée est révolutionnaire, un instrument à service de la révolution* ». En même temps, il a accordé aux soldats une augmentation salariale supérieure à celle accordée aux autres secteurs, et les officiers suivent des cours d'entraînement au Venezuela et reçoivent de nouveaux équipements provenant de ce pays.

Un autre aspect qui montre ce caractère bourgeois sont les salaires extrêmement bas que la majorité des travailleurs continuent à percevoir (les rajustements étant inférieurs aux pertes par inflation), le maintien du système privé de sécurité sociale et des pensions (loi 1732) et la répression contre les mineurs de Huanuni, le 5 juillet dernier.

D'autre part, de manière contradictoire, le gouvernement reflète aussi les caractéristiques ethniques et sociales du pays. Evo est le principal dirigeant apparu dans les luttes paysannes de ces dernières années et est d'origine aimara. C'est pourquoi, la grande majorité des masses boliviennes (paysannes et/ou indigènes) considèrent qu'avec lui, elles ont accédé au pouvoir après des siècles de marginalisation et d'oppression. Cette vision est encore accentuée par le fait que l'opposition de droite est dirigée par la bourgeoisie blanche des propriétaires fonciers de Santa Cruz. En sauvegardant les proportions, nous pouvons dire que le cas d'Evo est semblable à celui de Lula au Brésil qui, pour arriver à la présidence, s'est appuyé sur son prestige de dirigeant ouvrier, originaire d'une des régions les plus pauvres du pays.

Les axes du processus révolutionnaire

Jusqu'à présent, la revendication la plus importante du processus révolutionnaire, qui est apparue comme le centre de la lutte contre Goñi et Mesa, a été la nationalisation sans paiement des ressources naturelles (le gaz et les minéraux). Toutefois, il y a deux autres sujets d'importance similaire. Le premier est la question indigène-paysanne des nations aimara, quechua et tupi-guarani. Le second est celui de l'unité du pays, menacée par les bourgeoisies de la « demi-lune ». Toutes ces revendications se sont concentrées dans

l'exigence de la convocation d'une Assemblée Constituante souveraine (la proposition centrale d'Evo pour répondre à ces revendications, lors des mobilisations de 2005). Voyons où nous en sommes avec chacun de ces sujets et quelle a été la politique d'Evo pour chacun d'eux.



Mai 2005. Des milliers de paysans, de mineurs, d'enseignants du milieu rural et d'habitants de la ville de El Alto se mobilisent pour exiger du président Carlos Mesa la nationalisation des hydrocarbures.

La nationalisation des ressources naturelles

Cette revendication avait été le centre des mobilisations de 2003 et 2005, et Evo a été obligé d'avancer quelques mesures partielles (la renationalisation des richesses du sous-sol, le rachat des raffineries de Petrobras, la renégociation des contrats de vente de gaz, etc.). Bien que les mesures aient été extrêmement tièdes, sans remettre fondamentalement en question le contrôle impérialiste sur le secteur, elles ont quand-même eu comme effet une importante amélioration dans les recettes de l'Etat (une augmentation de près de 8% du PIB du pays).

En même temps, suite à la mobilisation des masses et à de dures confrontations, Evo a dû nationaliser l'usine de pompage de gaz San Alberto (Tarija) et donner des concessions aux mineurs de Huanuni, en amplifiant le secteur étatique de cette mine face à celui des coopérateurs. Au contraire, là où il n'y a pas eu de pression du mouvement de masses, il a avancé dans le bradage du gisement de fer d'El Mutún (Santa Cruz) à l'entreprise Jindal.¹

Le sujet des ressources naturelles est très loin d'avoir été résolu par le gouvernement, mais cette amélioration dans les recettes de l'Etat a permis à Evo, au moins dans l'immédiat, de diminuer l'impétuosité des années précédentes.

La question des nations originaires

Ce sujet, qui affecte la grande majorité opprimée de la population bolivienne, est énormément plus complexe à résoudre pour Evo. Ces nations synthétisent leurs revendications dans le mot d'ordre de *Terre et Territoire*, c'est-à-dire, de réforme agraire et du droit

d'avoir des régions autonomes, dans leurs « territoires ancestraux », où ils puissent s'organiser institutionnellement selon leurs traditions et disposer des ressources naturelles selon leur propre critère. Mais ces revendications se heurtent aujourd'hui clairement aux intérêts de la bourgeoisie bolivienne et aux plans de l'impérialisme (l'« autonomie réactionnaire » réclamée par la « demi-lune ») et marquent des limites claires à la politique que le gouvernement peut promouvoir sans aller à de plus grandes confrontations avec ces intérêts.

Evo procède à une timide mise à disposition de terres fiscales ou de terres privées improductives, mais n'a aucune intention d'affronter les grandes propriétaires fonciers de Santa Cruz (soja), de Beni (bétail) ou de Pando (bois précieux). C'est toutefois dans ces régions que le sujet de la terre est le plus brûlant, puisqu'il y a eu dans l'Altiplano une réforme agraire lors de la révolution de 1952. C'est pourquoi, il y a déjà eu quelques mobilisations paysannes à Santa Cruz, pour exiger une avancée plus rapide à ce sujet.

Concernant l'« autonomie territoriale » - point central du « Pacte d'Unité » qu'il a conclu avec sa base paysanne et indigène, pendant la campagne électorale - Evo essaye de laisser de côté cette question dans la Constituante et de la remplacer par l'« autonomie sociale », qui inclut d'autres droits (langue, éducation, institutions locales et régionales) mais non la pleine souveraineté sur les régions. Face à cela, plusieurs organisations indigènes ont menacé de rompre avec le gouvernement,² ce qui a contraint Evo à reculer et à maintenir sa proposition de « Nouvel État Plurinational ». C'est un fait qui montre que cette base paysanne et indigène, bien qu'elle voit Evo comme « son » gouvernement et maintienne sa confiance en lui, n'est pas disposé à lui permettre de trahir ses revendications historiques.

Le divisionnisme de la bourgeoisie de la « demi-lune »

Le territoire historique de la Bolivie a déjà subi plusieurs pertes, orchestrées par l'impérialisme et les pays les plus forts du continent, comme cela a été le cas avec l'accès à la mer, perdu dans la Guerre du Pacifique contre le Chili, ou avec la région d'Acre, aujourd'hui incorporée au Brésil.

L'unité de son territoire actuel est de nouveau menacée par la coalition des bourgeoisies régionales de la « demi-lune ». Ces départements possèdent une partie très importante des richesses naturelles boliviennes (pétrole, gaz, fer, production de soja et de viande). Avec 35% de la population, ils produisent la moitié du PIB national et les deux tiers des exportations.

La coalition est dirigée par la bourgeoisie de Santa Cruz, probablement la plus forte et la plus dynamique du pays, avec un projet politique propre qu'elle encourage depuis plusieurs années. Certains de ses membres sont d'origine européenne beaucoup plus récente. Son

La position des marxistes, face à la question nationale

La « question nationale » est au centre de la situation bolivienne actuelle. En ce sens, il est d'abord nécessaire de différencier clairement les deux revendications d'« autonomie » qui se font face.

La revendication des peuples originaires aimara, quechua et tupi-guarani est totalement juste et légitime parce qu'ils représentent la majorité absolue du peuple bolivien et qu'ils ont, en outre, subi des siècles d'oppression et de pillages. En même temps, ils revendiquent l'unité territoriale de la Bolivie, par le biais d'un « Etat plurinational ». C'est pourquoi, les révolutionnaires doivent soutenir leur revendication.

L'« autonomie » réclamée par les bourgeoisies de la « demi-lune » (et plus encore, la possible division du pays), au contraire, est réactionnaire et pro-impérialiste. Le comble de l'hypocrisie est que la bourgeoisie de Santa Cruz arrive à revendiquer une tradition tupi-guarani différenciée des peuples de l'Altiplano, alors que son principal dirigeant est un descendant direct de Croates. C'est pourquoi, les révolutionnaires doivent combattre cette « autonomie ».

Toutefois, il est nécessaire de spécifier mieux la politique des révolutionnaires face à la question nationale, un sujet qui a beaucoup été discuté par les bolcheviques, durant les années préalables à la révolution socialiste de 1917, puisque l'Empire Russe était un Etat multinational, avec de nombreuses nations opprimées.

Comme norme programmatique, nous, les marxistes, nous nous opposons à la division des Etats existants, parce que cela signifierait aussi une division et une fragmentation de la classe ouvrière, protagoniste centrale de la lutte pour le socialisme. Notre proposition pour les peuples opprimés est de constituer une Fédération Socialiste, dans laquelle ces nations ont leurs pleins droits garantis. En utilisant le terme que les peuples originaires eux-mêmes emploient, en Bolivie nous parlerions de former un « Etat plurinational socialiste ».

En même temps, nous revendiquons le « droit à l'autodétermination » pour ces nations. L'intégration à une Fédération unifiée ne peut pas être obligatoire mais doit être le résultat d'une décision libre. Si, au contraire, ces nations décident de constituer un nouvel Etat indépendant, nous respecterons cette décision, même si nous la considérons comme erronée.

Cela a été le cas, par exemple, avec la Finlande, dont le peuple a décidé de se séparer de l'URSS, après la révolution de 1917, ce qui a été totalement respecté par le gouvernement révolutionnaire dirigé par Lénine.

principal dirigeant, Branko Marinkovic, est fils d'un immigrant croate. Grand propriétaire foncier, il est aussi directeur de la puissante entreprise *Transporte de Hidrocarburos*, qui opère 6.000 km de gazoducs et d'oléoducs qui vont jusqu'au Brésil, l'Argentine et le Chili. 50% du capital de cette entreprise appartient à Exxon et Shell.

Les « comités civiques » formés par les bourgeoisies de ces départements constituent de fait un pouvoir parallèle. Ils essayent même des mouvements de type fasciste, comme celui de la Jeunesse Civique de Santa Cruz, pour réprimer les travailleurs et les paysans de la région. Cette organisation est formée par les fils des chefs d'entreprise et des grands propriétaires fonciers et elle incorpore aussi des jeunes de classe moyenne, soucieux de monter dans l'échelle sociale.

Il est fort possible que, derrière ses revendications d'« autonomie », cette bourgeoisie promeuve un projet stratégique de diviser réellement le pays, quand les conditions le lui permettront. Autrement dit, il s'agit de pouvoir livrer directement à l'impérialisme et aux pays les plus forts du continent, comme le Brésil, les richesses naturelles de sa région, en gardant une part plus importante du gâteau que celle qu'elle obtient aujourd'hui, puisqu'elle ne devrait plus le partager avec la bourgeoisie de La Paz. En même temps, elle se débarrasserait ainsi de l'« Altiplano pauvre » et de ses « masses turbulentes » dont la mobilisation est déjà en train de contaminer la région de Santa Cruz elle-même. Il est important de souligner qu'il s'agit d'un secteur très lié à l'impérialisme et à la bourgeoisie brésilienne qui, évidemment, soutiennent son projet divisionniste.

La bourgeoisie des départements de l'Altiplano s'oppose à ce projet, en particulier celle de la Paz, qui souffrirait beaucoup économiquement, non seulement de la division du pays mais même d'une « autonomie » profonde. Ce n'est pas par hasard que le haut commandement de l'armée bolivienne a déclaré son opposition à ce projet. Autrement dit, il y a une confrontation réelle et profonde entre des secteurs bourgeois, avec une dynamique imprévisible.

Il ne s'agit toutefois pas seulement d'une lutte entre des secteurs bourgeois. L'« autonomie » exigée par ces bourgeoisies régionales ne reflète pas la juste exigence d'une nationalité opprimée, comme c'est le cas pour les peuples originaires. Au contraire, cette « autonomie » (et plus encore, la division du pays) représente une attaque à l'ensemble du peuple bolivien parce que son objectif est un bradage encore plus grand des ressources naturelles, un enrichissement plus grand de ces bourgeoisies régionales, et un appauvrissement plus important du peuple bolivien dans son ensemble. C'est une proposition réactionnaire et pro-impérialiste.

Nous pouvons la comparer à l'« indépendance » du Panama qui, encouragée par l'impérialisme américain, s'est séparé de la Colombie en 1903, pour contrôler le

futur Canal. Ou, dans l'histoire bolivienne elle-même, avec cette « rébellion » séparatiste des grands propriétaires fonciers d'Acre, encouragée par la bourgeoisie du Brésil. C'est pourquoi, les révolutionnaires doivent s'opposer à ce projet et soutenir la juste lutte de la majorité du peuple bolivien pour maintenir l'unité géographique du pays.

Evo marche sur le fil du rasoir

La politique du gouvernement a été d'essayer d'« administrer » une situation complexe et très polarisée, sans aller au-delà du cadre de l'Etat bourgeois. Sa politique envers l'opposition bourgeoise de droite a été la conciliation et des concessions permanentes, ce qui s'est manifesté clairement dans l'Assemblée Constituante : bien que les députés du MAS et de ses alliés comptaient avec une majorité claire, celle-ci a accordé à l'opposition le « droit de veto ».

Cette politique n'a toutefois eu d'autre résultat que de fortifier cette opposition, qui exige chaque fois plus, en dépassant les limites qu'Evo peut tolérer parce qu'elles affectent trop les intérêts des secteurs bourgeois du Altiplano ou parce qu'elles signifieraient une rupture ouverte avec sa propre base.

Dans certains cas, Evo a été obligé de répondre par « contrecoup », comme lors de la mobilisation d'un million dans La Paz, pour la défense de l'unité du pays, ou lors des mobilisations de paysans de Santa Cruz pour la réforme agraire. Toutefois, l'objectif de ces « contrecoups » n'est pas d'avancer en profondeur contre la bourgeoisie adverse et l'impérialisme mais de retourner à un « équilibre » qui lui permet de maintenir une conciliation « tolérable ».

En même temps, Evo maintient tout son prestige et appui populaire parce que, en plus d'être vu comme le représentant des peuples originaires, il se présente comme « le défenseur de l'unité du pays » face à la bourgeoisie blanche, grande propriétaire foncière et divisionniste, de Santa Cruz.

Dans l'immédiat, il peut même profiter de l'impasse de l'Assemblée Constituante pour dire aux masses que « *la droite ne me laisse pas gouverner* » (ce qui l'empêche d'avancer plus pour satisfaire davantage les revendications populaires) et que maintenant l'essentiel est l'« *unité contre la droite* », comme argument pour freiner les luttes contre son gouvernement.

Mais à long terme, cette situation se retournera contre lui parce que les contradictions s'accumuleront de plus en plus entre une bourgeoisie qui exige chaque fois plus et un mouvement de masses qui n'est pas disposé à laisser de côté ses revendications.

Les masses boliviennes doivent avancer dans leur organisation et leur lutte indépendante

Le gouvernement d'Evo ne résout pas les problèmes les plus profonds du pays et ne répond pas aux nécessités du peuple bolivien. En outre, sa politique de conciliation avec la droite et de démobilisation des

masses crée les conditions pour une défaite tragique, si les masses n'avancent pas dans leur lutte et leur organisation autonome en allant au-delà du gouvernement d'Evo dans cette lutte.

Les tâches de la révolution (la nationalisation des ressources naturelles sans paiement, la réforme agraire, les droits territoriaux pour les peuples originaires et la défense de l'unité du pays) ne pourront avancer que si la mobilisation de masses les prend directement en mains. La grande contradiction de la situation actuelle est que la vaste majorité du peuple bolivien croit encore que ce sera le gouvernement d'Evo qui avancera dans ces tâches.

Dans cette situation, il est indispensable que la classe ouvrière bolivienne entre en scène avec son propre poids et avec une politique totalement indépendante de la bourgeoisie et du gouvernement. Il est indispensable que, en plus de combattre pour ses propres revendications, elle soit capable de se mettre à la tête des revendications et des luttes de l'ensemble du peuple, comme elle l'a fait plusieurs fois dans le passé.

Il est vrai que la bourgeoisie de la « demi-lune » veut écraser le processus révolutionnaire et qu'elle a un projet divisionniste pour la Bolivie. Mais pour mettre en échec ce projet réactionnaire, le pire chemin est celui de la « conciliation » que le gouvernement d'Evo a choisi. La seule issue pour mettre en échec la droite et obtenir les revendications historiques du peuple bolivien est la lutte et l'organisation autonome des masses, dirigées par la classe ouvrière.

Évidemment, dans le cas où il y aurait un risque de putsch imminent, où la bourgeoisie de la « demi-lune » essaierait de concrétiser immédiatement la division du pays, il serait nécessaire d'appeler à la lutte unitaire avec le gouvernement d'Evo pour mettre en échec ces attaques. Mais ce qui doit être hors de question, c'est d'utiliser ces risques, réels mais non imminents, pour justifier la capitulation au gouvernement et à son appel à « l'unité contre la droite », non seulement parce que cela signifie abandonner la lutte contre un gouvernement bourgeois mais parce que, comme nous l'avons déjà dit, ce chemin mène à une

défaite inévitable face à la droite.

En ce sens, le processus révolutionnaire bolivien a besoin que la COB récupère son rôle historique de direction des masses. Le chemin pour le faire est indiqué par les concepts centraux des Thèses de Pulacayo.³ Autrement dit, pour combattre réellement la droite bourgeoise et pour que le processus révolutionnaire avance, il est nécessaire de combattre aussi le gouvernement d'Evo et ses politiques anti-ouvrières et de conciliation avec la bourgeoisie et l'impérialisme.

Pour les révolutionnaires, une double tâche se présente donc. La première est celle d'*expliquer patiemment* aux masses le véritable caractère du gouvernement d'Evo Morales et la nécessité d'avancer vers un véritable gouvernement des travailleurs et des paysans. La seconde est celle de promouvoir la mobilisation des masses pour exiger du gouvernement d'Evo qu'il accomplisse ses promesses et concrétise ces tâches.

Par son caractère bourgeois, il est absolument impossible que le gouvernement d'Evo le fasse, mais ces mobilisations et le choc avec cette réalité sont ce qui permettra l'avancée dans la conscience des masses et, avec elle, l'avancée du processus révolutionnaire, en dépassant les limites imposées aujourd'hui par Evo.

Le peuple bolivien n'a pas été mis en échec, bien au contraire. Ses forces sont intactes et il a à la fois une grande tradition historique et des expériences très récentes de lutte. Par conséquent, le cours futur du processus révolutionnaire bolivien est toujours ouvert.

¹ Cette entreprise est la principale compagnie minière de fer mondiale. Bien qu'elle ait sa maison mère en Inde, elle est de capital majoritairement britannique. C'est une compagnie impérialiste.

² Cela a été le cas de la CONAMAQ (Conseil National d'Ayllus et Markas du Qullasuyu) et de la CIDOB (Confédération de Peuples Indigènes de la Bolivie).

³ Les Thèses de Pulacayo ont été approuvées dans le Congrès de la Fédération Syndicale de Travailleurs Miniers de la Bolivie (FSTMB), réalisé en novembre 1946, dans la ville homonyme. Elles développent un véritable programme de transition pour un gouvernement ouvrier et paysan. Postérieurement, elles ont été adoptées comme une partie du programme de la COB.

L'Assemblée Constituante

L'Assemblée Constituante se trouve au centre du débat politique en Bolivie pour deux raisons principales. La première est que, par le caractère démocratique et de souveraineté nationale des principales exigences populaires (propriété des ressources naturelles, propriété de la terre, droits des peuples originaires, unité nationale), elle apparaît comme le « cadre naturel » pour examiner ces revendications et y répondre, spécialement pour la majorité paysanne et originaire du pays.

Deuxièmement, Evo lui-même a soulevé l'exigence centrale de la convocation à l'Assemblée Constituante,

dans les processus de 2005. Ensuite, pendant sa campagne électorale, cela a été l'axe de ses propositions : ces questions y seraient résolues et un nouvel Etat Plurinational bolivien serait fondé. Sur la base de cette proposition, il a signé le Pacte d'Unité avec les organisations des peuples originaires.

L'Assemblée Constituante a donc généré beaucoup d'espoirs parmi les secteurs populaires. Toutefois, elle est virtuellement paralysée depuis qu'ont commencé les sessions le 6 août 2006.

L'opposition de droite a boycotté son fonctionnement et elle est le principal responsable de cette situa-

tion. Mais le MAS a sa part de responsabilité dans cette situation puisqu'il a gagné les élections nationales pour les députés constituants et il dispose de 55% des représentants. En dépit de cela, il avait pactisé auparavant avec les partis de droite un règlement selon lequel la nouvelle constitution pourrait seulement être approuvée avec le vote des deux tiers de l'Assemblée. Il a donc accordé à la minorité un droit de veto totalement antidémocratique.

Ensuite, le gouvernement a affirmé que ce critère était uniquement valable pour la nouvelle constitution dans son ensemble, mais pas pour les articles individuels (faute d'approbation lors de la Constituante, la constitution serait soumise à plébiscite). Il essayait ainsi d'inclure, au moins, quelques points partiels qui lui permettraient de montrer à sa base qu'on avançait. Mais la droite s'est saisie de la clause des deux tiers et a posé son veto pour tous les articles avec lesquels elle n'était pas d'accord. Elle exigeait que le triomphe qu'avait obtenu le OUI dans les départements de la « demi-lune », lors du plébiscite sur l'autonomie, soit considéré comme un mandat pour la nouvelle constitution (bien que le NON avait obtenu la majorité au niveau national). Ce qui fait que l'Assemblée soit restée dans l'impasse.

Vider la constitution de son contenu

En même temps, malgré son discours radical sur le caractère "originaire" et de "refondation de la Bolivie" qu'aurait l'Assemblée, le gouvernement d'Evo Morales s'est mis à la « stériliser » sur plusieurs points essentiels.

Au sujet des hydrocarbures et de l'industrie minière, il dit que la question « *a déjà été résolue* » avec les mesures tièdes adoptées, et que la Constituante devrait se limiter à authentifier le contenu de ces décrets et la base conceptuelle des nouveaux contrats. Une véritable réforme agraire n'y sera pas non plus envisagée.

La dernière tentative qu'a promue le gouvernement a été celle de changer l'« autonomie territoriale » pour les peuples originaires en « autonomie sociale ». Mais il a dû reculer à cause de la menace de plusieurs organisations indigènes de rompre avec le gouvernement.

Le fait que plusieurs des questions centrales aient été enlevées du débat de l'Assemblée Constituante, a été reconnu par le gouvernement lui-même. Dans une entrevue avec Radio FIDES, le vice-président, Álvaro García, a admis que « *la grande assemblée ne modi-*

fierait probablement pas plus de 20% des articles de la constitution ».

Toutefois, malgré ce détournement du contenu, des sujets profonds sont toujours à l'ordre du jour, en particulier le choc irréconciliable entre la juste revendication d'« autonomie territoriale », exigée par les peuples originaires opprimés, et l'autonomie réactionnaire et pro-impérialiste réclamée par les bourgeoisies de la « demi-lune ». Voilà les points qui continuent à paralyser l'Assemblée Constituante.

La nécessité d'une politique révolutionnaire concernant l'Assemblée Constituante

Dans le cadre de l'Etat bourgeois, plus encore avec les « accords réglementaires » d'Evo avec la droite, cette Assemblée ne résoudra aucun des graves problèmes du pays et du peuple. Seule la mobilisation et l'organisation autonome des masses pourront l'obtenir. C'est pourquoi, ici aussi, il est nécessaire d'expliquer patiemment aux masses le véritable caractère de classe de cette Constituante.

Mais une politique révolutionnaire ne peut pas se limiter à la dénonciation de cette institution bourgeoise. Les révolutionnaires doivent en même temps défendre le droit démocratique du peuple bolivien à ce que la Constituante fonctionne et examine les principaux problèmes du pays. Pour cette raison, il est totalement légitime et nécessaire de promouvoir des mobilisations pour exiger de l'Assemblée qu'elle accomplisse le mandat pour lequel elle a été élue par le peuple. Plus particulièrement, il faut promouvoir les mobilisations contre les obstacles que la droite lui impose.

Dans ce cadre, ces mobilisations doivent soulever aussi une exigence centrale envers le MAS lui-même et le gouvernement d'Evo : qu'il rompe l'accord des deux tiers et utilise sa majorité pour approuver les revendications des travailleurs et du peuple et pour combattre la droite.

Comme nous l'indiquons dans l'article principal, ici aussi « *il est absolument impossible que le gouvernement d'Evo le fasse, mais ces mobilisations et le choc avec cette réalité sont ce qui permettra l'avancée dans la conscience des masses et, avec lui, l'avancée du processus révolutionnaire, en dépassant les limites imposées aujourd'hui par Evo* ».

Les troupes d'Evo en Haïti : tout un symbole

Certains courants politiques de gauche caractérisent le gouvernement d'Evo Morales comme faisant partie du « camp anti-impérialiste » latino-américain, qui, avec les gouvernements de Chávez, de Fidel Castro et d'autres, serait en dure confrontation avec l'impérialisme, spécialement l'américain.

Il est évident que le gouvernement d'Evo est différent de ceux dirigés par des agents directs de l'impérialisme, comme le gouvernement colombien d'Uribe ou le mexicain de Calderón. Il est différent aussi des gouvernements comme celui de Lula ou de Tabaré Vázquez, qui ont accédé au pouvoir au milieu d'un

grand espoir populaire, mais qui se sont rapidement révélé pro-impérialistes.

Mais nous affirmons que la différence avec Lula et Tabaré n'a pas son origine dans la « vocation de lutte anti-impérialiste » d'Evo, mais dans les différentes conditions politiques dans lesquelles c'est son tour pour gouverner. Apparu comme produit d'un processus révolutionnaire, Evo doit combiner la nécessité de donner une certaine réponse aux revendications des masses avec son intention d'affecter le moins possible les intérêts de l'impérialisme, de la bourgeoisie bolivienne et des bourgeoisies plus fortes du continent, comme celle du Brésil.

La tiédeur de ses mesures concernant les hydrocarbures et l'industrie minière a son origine dans cette combinaison. Celles-ci se limitent à faire pression pour obtenir à peine une tranche un peu plus grande de l'exploitation de ces richesses, sans affecter le fond de la question, le pillage de ces ressources naturelles dont le pays est victime.

En réalité, Evo promet un projet économique exportateur de gaz et de minéraux qui est compatible avec les projets de l'impérialisme. Ce qui est en discussion, et produit les frictions avec l'impérialisme et la bourgeoisie brésilienne, c'est la taille des miettes que ce pillage laissera dans le pays, et comment elles seront distribuées intérieurement, et si Evo est l'homme qui mérite le plus la confiance pour mener à bien ce projet.

Le vice-président lui-même, Álvaro García Linera, a fait savoir que le gouvernement d'Evo n'a pas une vocation anti-impérialiste, dans un discours de l'année passée où il a déclaré :: « *Les Etats-Unis ont été, sont et seront un allié stratégique de la Bolivie* ». Et pour

qu'il ne subsiste aucun doute, il a ajouté que « *les relations avec les Etats-Unis sont dans un processus d'amélioration croissante* » (Clarín, 20/10/2006).

Si quelque chose montre avec clarté cette politique d'« alliance stratégique avec les Etats-Unis » (c'est-à-dire, de soumission à l'impérialisme), c'est bien la présence de troupes boliviennes dans l'occupation de Haïti, comme partie des casques bleus de l'ONU. Comme l'ont dénoncé plusieurs organisations haïtiennes et internationales, cette occupation, qui réprime et assassine le peuple haïtien, sert à maintenir une situation coloniale dans ce pays, au bénéfice de l'impérialisme américain.

Les soldats boliviens y ont été envoyés, à l'origine, par le gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada, en 2002. Depuis lors, les contingents ont été renouvelés par les gouvernements postérieurs.

L'année passée, il y a eu un débat dans le gouvernement d'Evo sur la question du maintien ou du retrait de ces troupes. Evo a défini la question pour le maintien de troupes comme un message d'« amitié » envers les Etats-Unis. L'explication qu'il a donnée publiquement est presque incroyable : « *La présence de ces troupes de paix boliviennes permet au pays de disposer d'une recette de 3 millions de dollars et de créer 215 emplois* » (voir www.lahaine.org, 16/09/06).

Ce qui est certain, c'est que le gouvernement « anti-impérialiste » d'Evo est complice, tout comme beaucoup d'autres gouvernements latino-américains, de l'occupation coloniale du pays qui, au début du 19ème siècle, a vu apparaître la première république libre d'Amérique Latine. Nous devons exiger qu'il retire immédiatement ces soldats de Haïti!

LIT-QI

Paraguay : une alternative pour les travailleurs



Le Parti des Travailleurs, la section paraguayenne de la LIT-QI, vient de reconquérir son inscription au Registre Electoral après avoir obtenu, en 45 jours d'activité militante, les 12.000 signatures exigées. Le PT participait au *Bloque Social y Popular* depuis la fondation de celui-ci, mais après le Congrès du Bloque du 8 août dernier, il l'a quitté, « *parce que ce n'était plus un espace de coordination des luttes populaires* » nous signale le dirigeant paysan Tomás Zayas, président du PT paraguayen.

Le Bloque, de son côté, s'est allié au Parti Radical Libéral Authentique, un parti bourgeois et conservateur, pour former l'*Alianza Patriótica por el Cambio* (APC, Alliance Patriotique pour le Changement) qui se prépare pour former un gouvernement de Front Populaire.

Selon Zayas « *Le PT est une alternative différente, de défense des intérêts des travailleurs, des paysans et du peuple et pour un vrai changement social qui élimine l'exclusion, l'exploitation et l'oppression, en mettant l'économie au service du peuple pauvre de façon à commencer à édifier la société socialiste.* »

« *Nous allons utiliser la légalité électorale au service des intérêts et des luttes des travailleurs, de la campagne et des villes. Dans ce sens, le PT a décidé de présenter des candidatures à tous les niveaux (...). Nous nous présenterons aux élections pour défendre le programme historique du mouvement populaire. (...) Nous faisons un appel à toutes les organisations sociales, populaires et de la gauche pour se joindre à un projet véritablement indépendant par rapport à ceux qui exploitent et oppriment* » concluait Zayas.

Le gouvernement de Kabila brade les richesses du peuple congolais

Le 28 septembre dernier, lors de son discours devant l'assemblée générale des Nations Unies, Kabila insistait surtout sur la nécessité de sécuriser l'Est du pays : « *La paix et la sécurité doivent, rapidement et à tout prix, être rétablis dans cette partie de notre territoire. Elles le seront. Quant aux groupes armés étrangers, l'appui des Nations Unies est nécessaire pour leur désarmement volontaire, ou au besoin forcé, leur rapatriement ou leur réinstallation.* »

Mais cette préoccupation du président cache en réalité les intérêts économiques que son gouvernement défend au profit, non du peuple congolais, mais bien des multinationales.

Un pillage organisé

Le sous-sol de la République Démocratique du Congo est un des plus riches du continent, avec principalement du cuivre, du cobalt et des diamants. L'impérialisme ne s'y trompe pas et œuvre activement à la « pacification » du pays, grâce à la mise en place d'une Mission de l'ONU (MONUC - 18 368 hommes - plus d'un milliard de budget annuel).¹ Il s'agit de sécuriser les régions riches en matières premières et de construire l'infrastructure nécessaire à l'acheminement de ces marchandises vers leur pays. Tout cela est fait au nom de la « démocratie » bien sûr ! Quand il s'agit de dominer militairement une région où un groupe armé refuse de négocier ou de le soutenir pour faire pression sur un gouvernement, l'impérialisme intervient au nom de la protection des populations. Et quand il s'agit d'investir dans des infrastructures indispensables à l'extraction et à l'acheminement des richesses, il s'agit là de la fameuse « aide au développement », pour le so-disant « bien des populations locales ».

Dans la mise en place de ce gigantesque pillage organisé de son ancienne colonie, la Belgique joue un rôle essentiel.²

Mais, Kabila, n'est-il pas ce jeune président issu des premières élections démocratiques depuis 1960 ? N'aspire-t-il pas au bien de son peuple et à lutter contre la corruption et assurer la relance économique d'un pays ravagé par la guerre ? S'il en était ainsi, ce gouvernement devrait œuvrer énergiquement à l'investissement des ressources minières dans le développement d'infrastructures publiques et chasser toutes les entreprises étrangères. Pourquoi les revenus

miniers de l'Etat congolais ne s'élèvent-ils qu'à 32 millions de dollars en 2006 ?³ Pourquoi, début septembre, un investissement de 5 milliards de dollars de la Chine¹ était-il annoncé pour investir dans les infrastructures et l'exploitation minière ?

L'avis du PTB :

« La colonisation a réalisé deux choses importantes pour les Congolais. D'un côté, elle a 'tiré' un immense territoire du cœur de l'Afrique dans les temps modernes: un grand Etat, aussi étendu que l'Europe a été fondé. [...] La période coloniale a également développé les forces productives à une allure vertigineuse. »⁴

« Le peuple congolais doit soutenir à fond les options du gouvernement. Ces options sont: la continuité de nos relations avec la communauté financière internationale, via le FMI et la Banque Mondiale, le paiement de la dette. »⁵

Une première réponse sont les liens entre l'Etat congolais et l'impérialisme. En effet, les revenus de l'Etat congolais sont en premier lieu minés par les accords honteux avec le FMI qui pompent 50% des ressources de l'Etat pour rembourser la dette ! Ensuite, les investissements de la Chine ne sont pas désintéressés et rentrent dans le contexte de l'organisation du pillage des richesses de la RDC par l'ensemble des pays impérialistes.⁶ La Chine, fortement présente en Angola, négocie la construction d'infrastructures ferroviaires pour relier le Katanga à l'Atlantique. Si Kabila presse l'impérialisme de l'aider à sécuriser le Katanga, ce n'est que pour permettre une intensification des investissements

étrangers pour l'extraction des richesses du sous-sol de cette région. La réalité est que la bourgeoisie congolaise, dont Kabila est le représentant, préfère vendre les richesses du Congo, plutôt que d'investir massivement pour résoudre les réels problèmes de la population.

Seule alternative : rompre avec l'impérialisme

La solution n'est pas dans la construction de quelques hôpitaux au passage de gros investissements, comme le fait la Chine ou d'autres « généreux donateurs », mais dans la mobilisation de la population congolaise contre les troupes de la MONUC, qui sont le pilier de la politique néo-coloniale de pillage des ressources. Au nom de la « sécurisation du pays », les troupes de la MONUC protègent les entreprises étrangères et donc les intérêts de l'impérialisme.

Face à cela, il s'agit d'exproprier toutes les entreprises étrangères et de les placer sous le contrôle des travailleurs qui pourront décider de l'utilisation des richesses pour le bien du peuple tout entier. Enfin, face au gouvernement Kabila qui collabore honteusement avec l'impérialisme en continuant notamment à payer la dette externe, nous soutenons la lutte du peuple congolais.

¹ Jeune Afrique n° 2438

² Voir p. 5 dans ce numéro

³ Courrier International n°882

⁴ Ludo Martens – Solidaire, 18/02/200

⁵ Affirmation reprise par Solidaire 26.09.2007 du journal congolais L'Avenir sans aucune critique

⁶ 31 hôpitaux, 145 centres de santé, 2 universités, 5000

logements sociaux - à comparer avec

- 3200 km de voies de chemin de fer

- 3950 km de routes

- Une autoroute entre Lumumbashi (Katanga) et la frontière zambienne. (Jeune Afrique n° 2438)

Non à l'ingérence belge en République Démocratique du Congo !
Retrait immédiat des troupes de la MONUC !
Suppression de tous les accords avec le FMI et la Banque Mondiale,
non au paiement de la dette !
Non aux contrats miniers avec des entreprises étrangères !
La richesse du pays aux congolais !

NON aux centres fermés !

Le 23 septembre, un groupe de sans-papiers enfermés au centre fermé de Merksplas a commencé une grève de la faim pour dénoncer leurs conditions de détention. Pour mettre fin à leur action et les intimider, la direction du centre a enfermé plusieurs grévistes de la faim au cachot.

Le samedi 29 septembre, un jeune homme de 22 ans est retrouvé mort au centre fermé 127 bis. D'après l'Office des Etrangers, il était toxicomane, sous traitement à la méthadone, et serait mort d'une overdose. Une enquête est en cours... A l'annonce du décès, les prisonniers du 127 bis se sont révoltés et une émeute a éclaté au sein du centre fermé : selon eux, le jeune homme a été tué, « *il y avait du sang partout* », disent-ils. L'émeute a été fortement réprimée par la police.

Une fois de plus et comme à leur habitude, la direction des centres fermés et l'Office des Etrangers utilisent la violence pour réprimer la lutte des sans-papiers.

Pour nous, les centres fermés doivent être immédiatement supprimés, et non pas simplement « humanisés » comme le demandent le CIRE et le FAM. Humaniser les centres fermés, c'est accepter qu'ils continuent à exister, c'est accepter que des personnes n'ayant commis aucun délit soient enfermées, réprimées et expulsées au motif qu'elles sont nées au mauvais endroit.

Face à la politique criminelle du gouvernement à l'égard des sans-papiers, nous exigeons :

NON à la répression !

Libération de tous les prisonniers sans-papiers !

Suppression immédiate des centres fermés !

Régularisation immédiate et inconditionnelle de *tous* les sans-papiers !

